Refaire l'Amérique : les ambiguïtés d'Obama

jeudi 2 avril 2009, par WALLERSTEIN Immanuel (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2009).

Barack Obama a été investi président des Etats-Unis le 20 janvier sous les vivats d'une grande majorité du peuple américain et du reste du monde. Dans son discours inaugural, il a fait la promesse de *« recommencer une fois encore le travail de refaire (remake) l'Amérique »*.

Par cette formule ramassée, reprise par la presse internationale dans ses gros titres et ses analyses, Obama a réussi à nous rendre toutes les ambiguïtés de ses promesses présidentielles. Dans la langue anglaise, le verbe « remake » peut vouloir dire des choses assez différentes. Il peut signifier le retour à un état antérieur qui était meilleur. Et Obama a semblé indiquer cette possibilité dans une autre expression, en appelant les citoyens américains à *« choisir le meilleur de notre histoire »* (« to choose our better history »). Mais « remaking » peut aussi signifier un changement plus fondamental, par la création d'une Amérique d'un genre assez différent de celui que le monde connaît actuellement. L'ambiguïté réside dans le fait de savoir si Obama propose de faire simplement des retouches aux structures et institutions des Etats-Unis et du système-monde ou de les transformer fondamentalement.

Ce qui devrait être clair aux yeux de tous désormais, c'est que les Etats-Unis n'ont pas élu un Che Guevara à la présidence, malgré les peurs hystériques de l'aile droite, inconciliable, du Parti républicain. Et ils n'ont pas non plus pour autant élu un nouveau Ronald Reagan, en dépit des espoirs de certaines personnes ayant voté pour lui et des craintes chez ses critiques les plus intransigeants à gauche. Pour quel projet les Etats-Unis ont-ils voté alors ? La réponse n'est pas encore évidente, précisément à cause du style politique d'Obama.

Il y deux questions à disséquer. La première, c'est ce qu'Obama aimerait vraiment réussir en tant que président. La seconde, c'est ce qu'il pourrait réussir, compte tenu des réalités de la géopolitique et d'une dépression mondiale. Le 25 janvier, le vice-président Biden a décrit cette dépression comme *« pire, pour être assez franc, que ce que personne n'avait imaginé, et la situation s'aggrave de jour en jour »*.

Que sait-on, à ce jour, sur Obama ? Qu'il est d'une intelligence et d'un niveau d'éducation inhabituels pour un leader politique et qu'il est un homme politique plein d'assurance, prudent et qui connaît une très grande réussite. Mais où se situe-t-il réellement dans la large gamme de nuances qui va du souhait de simples retouches à celui d'un changement fondamental ? Probablement quelque part au milieu. Et il est probable que ce qu'il parviendra à faire et à réussir sera plus fonction des contraintes du système-monde que de ses propres choix, aussi intelligents soient-ils.

Jusqu'à présent, nous avons eu des indices de la direction qu'il prend actuellement dans cinq domaines : l'inclusion sociale, la géopolitique, l'environnement, les questions internes de société et la façon de gérer la dépression. Le premier verdict est très mitigé.

Evidemment, là où il peut le plus briller, c'est sur la question de l'inclusion sociale. Sa propre élection en est une bonne mesure. Ce qui est évident, c'est que l'élection d'un président afro-américain n'est que le point culminant d'une tendance de fond à l'œuvre aux Etats-Unis depuis 1945, qui va de la décision du président Truman sur *« l'intégration dans les forces armées »* à la

décision de la Cour suprême sur la déségrégation scolaire, puis à la nomination de Thurgood Marshall à la Cour suprême, celle de Colin Powell au poste de chef d'état-major des armées, jusqu'enfin les nominations successives du même Powell et de Condoleezza Rice aux fonctions de secrétaire d'Etat. Pourtant, son élection marque une avancée à laquelle peu de monde s'attendait il y a encore deux ans. Ce n'est pas rien.

Obama va poursuivre ces efforts en faveur d'une citoyenneté inclusive. Il doit cependant faire face à une épreuve politique majeure sur la question de l'immigration. Il n'y a encore aucune indication du volontarisme qu'il manifestera quand il devra s'attaquer à cette question. Il devrait avoir fort à faire avec une grande partie de sa propre base politique. Etant donné l'étendue des niveaux actuels et envisagés du chômage aux Etats-Unis, il peut être tenté de reporter à plus tard toute action. Mais la question ne disparaîtra pas et elle n'en sera que plus dure à résoudre. En outre, ne pas trouver de solution à cette question aura des effets négatifs sur la capacité du monde à se tirer de la dépression de façon moins douloureuse.

La position géopolitique d'Obama est bien moins prometteuse. Le conflit israélo-palestinien est probablement sans solution pour le moment. Le strict minimum, c'est qu'il faut inclure le Hamas dans les négociations. La nomination de George Mitchell au poste de représentant spécial américain le laisse plutôt présager. Mais ce ne sera guère suffisant pour obtenir une solution politique viable. Les Israéliens sont retranchés dans leurs bunkers et ne sont pas au début du commencement d'une réflexion sur quelque chose que les nationalistes palestiniens pourraient accepter.

Je n'ai aucun doute que les Irakiens insisteront auprès d'Obama pour qu'il tienne sa promesse de retrait en 16 mois. Et je ne pense pas qu'Obama ira au-delà des rodomontades verbales avec les Iraniens. Mais au Pakistan, il s'est engagé sur le chemin du désastre en ébranlant sérieusement son gouvernement lors de sa première semaine de pouvoir. Le gouvernement pakistanais est faible et pourrait bientôt chuter. Dans ce cas, Obama n'aura aucune solution de repli valable.

A la base, le problème est qu'Obama n'a pas renoncé à la rhétorique grandiloquente d'une ex-puissance hégémonique. Dans son adresse inaugurale, il a déclaré au monde : « *Sachez que l'Amérique est (...) de nouveau prête à jouer son rôle de leader* ». Le monde veut que les Etats-Unis participent. Il ne veut pas, justement, que les Etats-Unis en soient le leader. Je ne pense qu'Obama l'ait encore vraiment compris. Le Pakistan pourrait bien lui infliger un échec cinglant.

S'y ajoute qu'il a commencé du mauvais pied en Amérique latine. Il a joué pour la galerie sur Chavez et, pire, il n'a pas entendu le défi lancé par le président Lula, à savoir que l'Amérique latine ne verra pas en lui l'homme du changement tant qu'il n'aura pas levé sans condition l'embargo frappant Cuba.

Ses premiers pas sur le terrain de l'environnement sont positifs : ses nominations, ses décrets et les signes en direction d'autres Etats montrent que les Etats-Unis sont prêts à prendre part aux mesures collectives que les scientifiques estiment nécessaires. Mais ici, comme dans d'autres domaines, la question est de savoir avec quelle audace et quelle rapidité il est prêt à agir.

La politique menée sur les questions de société sur le plan interne est là encore un mélange incertain. Obama a restauré les politiques en matière d'avortement qui furent celles de l'administration Clinton, ce qui le distingue clairement des politiques conduites par Reagan et les deux Bush. Il a décrété la fermeture de Guantánamo et des prisons secrètes de la CIA, tout en reportant d'un an maximum quelques décisions concernant le sort des personnes actuellement emprisonnées. Dans quelle mesure il procédera au démantèlement à l'intérieur des Etats-Unis de l'immense réseau d'atteintes gouvernementales à la vie privée reste une question encore très ouverte. Il n'est pas non plus clair dans quelle mesure il tiendra la promesse faite aux syndicats de

desserrer les sévères contraintes, instaurées par les administrations précédentes, qui pèsent sur leur capacité à s'organiser.

Pour finir, on en vient au domaine dans lequel il dispose du moins de marge : la dépression mondiale. Il est évidemment disposé à accroître considérablement l'implication du gouvernement dans l'économie. Mais il en va de même de presque tous les autres dirigeants politiques de la planète. Et il est évidemment prêt à augmenter ce qu'on pourrait appeler les mesures social-démocrates, afin de réduire la souffrance économique des couches ouvrières. Mais il en va de même de presque tous les autres dirigeants politiques de la planète.

Là aussi, la question porte sur le degré d'audace des mesures. Il a nommé un groupe de keynésiens très réservés sur toutes ses positions clés. Il n'a intégré aucun des économistes américains classés parmi les keynésiens de gauche : Joseph Stiglitz, Paul Krugman, Alan Blinder ou James Galbraith. Tous ces économistes disent que des mesures prudentes ne marcheront pas et qu'un temps précieux est en train d'être perdu. Dans un an, Obama remaniera peut-être son équipe pour y inclure ceux qui réclament des actions plus audacieuses. Mais là aussi peut-être, ce sera un peu tard.

Au Congrès, Obama est très soucieux d'amener les Républicains à suivre ses propositions économiques. Pour une part, cela lui vient de sa passion à choisir *« l'unité de but sur le conflit et la discorde »*, pour reprendre les mots de son discours d'investiture. Pour une part, c'est de l'habilité politique, en ce sens qu'il ne souhaite pas se retrouver seul responsable alors que l'économie continue de se détériorer. Mais les dirigeants républicains sont assez fins pour le comprendre et ils ne lui accorderont leurs voix que s'ils peuvent en retour vider son programme d'une bonne partie de sa substance.

Les débuts d'Obama sont très hésitants. L'opinion selon laquelle Obama est prêt à pousser dans le sens d'une refondation (« fundamental remaking ») de l'Amérique n'est guère confirmée par les faits, malgré l'intelligence et l'ouverture intellectuelle de l'homme. Les Etats-Unis sont en train d'acquérir la bonne grammaire. Ils ont besoin d'une audacieuse refondation.

Commentaire n° 24x, 31 janvier 2009

La victoire d'Obama : craintes et espoirs

Les Etats-Unis, le monde entier en fait a regardé, et acclamé presque unanimement, l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis. Si tout le monde a cherché durant la campagne électorale à minimiser la centralité de la question raciale, il a semblé le 4 novembre que personne ne pouvait plus parler d'autre chose. Trois questions centrales se posent à propos de cet « événement historique », comme l'appelle la plupart des commentateurs : Quelle est son importance ? Qu'est-ce qui explique cette victoire ? Que va-t-il maintenant probablement se passer ?

Le soir du 4 novembre, une foule immense s'est rassemblée dans le Grant Park de Chicago pour entendre le discours de remerciement d'Obama. Tous ceux qui regardaient la télévision américaine ont pu voir le plan rapproché sur un Jesse Jackson en larmes. Ces larmes reflètent l'opinion quasi unanime de l'ensemble des Afro-américains qui considèrent l'élection d'Obama comme le moment de leur intégration définitive dans le processus électoral américain. Ils savent bien que le racisme n'a pas disparu. Mais une barrière symbolique a été franchie, tout d'abord pour eux, ensuite pour nous

tous.

Leur opinion présente un certain parallélisme avec les sentiments ressentis par les Africains en Afrique du Sud le 27 avril 1994 lorsqu'ils votèrent pour élire Nelson Mandela à la présidence du pays. Que Mandela président n'ait pas tenu toutes les promesses de son parti n'a pas eu d'importance. Qu'Obama ne tienne pas toutes les promesses de sa campagne n'aura pas d'importance. Aux Etats-Unis, comme en Afrique du Sud, un jour nouveau s'est levé. Même imparfait, c'est un jour meilleur qu'avant. Les Afro-américains mais aussi les Hispaniques et les jeunes en général ont voté pour Obama par espoir, un espoir diffus mais réel.

Comment Obama a-t-il gagné ? Il a gagné comme quiconque gagne dans une situation politique vaste et complexe. Il a assemblé dans une large coalition de nombreuses forces politiques différentes. En l'espèce, la gamme de nuances allait d'une gauche assez radicale jusqu'au centre-droit. Il n'aurait pas gagné sans cette énorme variété de soutiens. Et maintenant qu'il l'a emporté, il va de soi que tous ces groupes différents veulent qu'il gouverne selon les préférences de chacun, ce qui bien sûr n'est pas possible.

Qui sont ces différentes composantes et pourquoi l'ont-ils soutenu ? A gauche, même à l'extrême gauche, on a voté Obama par colère profonde contre les dégâts infligés par le régime Bush aux Etats-Unis et au monde, et par une peur sincère que McCain n'aurait pas été meilleur, peut-être même pire. Au centre-droit, les indépendants et nombre de Républicains ont voté pour lui surtout parce qu'ils étaient devenus atterrés par la prédominance toujours plus marquée de la droite chrétienne sur la ligne politique du parti républicain, une opinion qui a été soulignée avec le choix de Sarah Palin comme candidate à la vice-présidence. Ces personnes ont voté Obama parce qu'elles redoutaient McCain/Palin et parce qu'Obama les a convaincues qu'il était quelqu'un de pragmatique, solide et raisonnable.

Et entre ces deux groupes se sont trouvés les « démocrates reaganiens », en grande partie des ouvriers de l'industrie, souvent catholiques, souvent racistes, qui avaient eu tendance à délaisser leurs racines démocrates dans les récentes élections parce qu'ils estimaient que le parti démocrate s'était beaucoup trop déplacé vers la gauche et qu'ils désapprouvaient ses positions sur les questions sociales. Ces électeurs sont revenus au parti démocrate, non que leur vision des choses ait changé mais par peur. Ils ont été profondément effrayés par la dépression économique dans laquelle les Etats-Unis sont entrés et ont pensé que leur seul espoir était dans un nouveau New Deal. Ils ont voté démocrate en dépit du fait qu'Obama est un Afro-américain. La peur a vaincu le racisme.

Et, à présent, que va faire Obama ? Que peut-il faire ? Il est encore trop tôt pour en être sûr. Comme le dit son nouveau directeur de cabinet, Rahm Emanuel, il semble clair qu'il va vite passer à l'action pour tirer avantage d'une situation de crise. Je subodore que nous allons être témoins d'une spectaculaire série d'initiatives dans les traditionnels cent premiers jours. Et par certaines de ses actions, Obama pourrait surprendre.

Cependant, deux éléments de conjoncture, les deux plus importants, échappent largement à son contrôle : une géopolitique du système-monde qui s'est transformée et une situation économique mondiale catastrophique. Oui, le monde a accueilli la victoire d'Obama avec joie mais aussi avec prudence. Les déclarations assez directes sur la scène géopolitique de deux grands pôles de pouvoir méritent d'être notées. L'Union européenne dans une déclaration à l'unanimité et le président brésilien Lula ont annoncé qu'ils attendaient avec impatience le renouveau de leur collaboration avec les Etats-Unis, mais cette fois-ci comme des égaux, pas comme des cadets.

Obama se retirera d'Irak, plus ou moins comme promis, ne serait-ce que pour l'unique raison que le gouvernement irakien insistera. Il cherchera à trouver une sortie élégante d'Afghanistan, ce qui ne

sera pas très facile. Quant à savoir s'il fera quelque chose de significatif en relation avec l'impasse israélo-palestinienne et s'il peut espérer un Pakistan plus stable, rien n'est moins sûr. Et il aura moins à dire sur ces questions qu'il le pense peut-être. Obama est-il capable d'accepter le fait que les Etats-Unis ne sont plus les leaders du monde, simplement un partenaire avec d'autres pôles de puissance ? Et, même dans l'affirmative, est-il en mesure d'une manière ou d'une autre d'amener le peuple américain à accepter cette réalité nouvelle ?

Quant à la dépression, elle va sans aucun doute suivre son cours jusqu'au bout. Obama, comme tous les autres grands leaders de la planète, est un capitaine sur une mer démontée et il ne peut guère faire plus que d'essayer d'empêcher le naufrage complet de son navire.

Là où Obama a un peu de marge, c'est sur ce qui concerne la situation interne des Etats-Unis. Sur ces trois questions, il est attendu et il est en mesure d'agir, pour peu qu'il soit disposé à être audacieux. La première, c'est la création d'emplois. A court terme, seule l'action du gouvernement peut le faire efficacement. Et le mieux pour y arriver serait d'investir dans la reconstruction des infrastructures dégradées des Etats-Unis et dans des mesures visant à inverser le déclin environnemental.

La deuxième, c'est la création, enfin, d'un système décent de soins de santé aux Etats-Unis, qui couvrira tout le monde sans exception et qui mettra fortement l'accent sur la médecine préventive.

Et le troisième domaine, c'est de réparer les atteintes portées aux libertés civiles fondamentales aux Etats-Unis par l'administration Bush mais également par les administrations précédentes. Cela exige une refonte du Ministère de la Justice et de l'appareil juridique et parajuridique qui a été construit au cours des huit dernières années, mais aussi dans les trois dernières décennies.

Si Obama agit avec résolution dans ces trois domaines, il se pourrait qu'on dise alors que cette élection fut vraiment historique et que le changement qu'elle aura occasionné fut plus que symbolique. Mais s'il échoue, la déception sera considérable.

Nombreux sont ceux qui cherchent à distraire son attention vers les sphères où il ne peut pas faire grand chose et où sa meilleure position serait d'adopter un profil bas et l'acceptation d'une nouvelle réalité mondiale. Il y a fort à craindre des futures actions d'Obama, mais beaucoup de choses sont aussi porteuses d'espoir.

Commentaire n° 245, 15 novembre 2008

Traduction : T. L.

P.-S.

* Copyright Immanuel Wallerstein, distribué par Agence Global. Pour tous droits et autorisations, y compris de traduction et mise en ligne sur des sites non commerciaux, contacter : rights agenceglobal.com, 1.336.686.9002 or 1.336.286.6606. Le téléchargement ou l'envoi électronique ou par courriel à des tiers est autorisé, pourvu que le texte reste intact et que la note relative au copyright soit conservée. Pour contacter l'auteur, écrire à : immanuel.wallerstein yale.edu.

Ces commentaires, édités deux fois le mois, sont censés être des réflexions sur le monde contemporain, à partir non des manchettes du jour mais de la longue durée.